Sociétés de géographie et impérialisme suisse au 19e siècle. Un tour d'horizon et deux exemples représentatifs

Fabio Rossinelli

Geographical Societies and Swiss Imperialism in the 19th Century. A Synopsis and Two Representative Examples

In the second half of the 19th century, the world is explored and mapped by European colonial powers bent on expanding their political and economic influence overseas. At the heart of such «geographical» activities there are geographical societies, also known as private clubs, where businessmen, politicians, military officers and intellectuals get together to discuss official or unofficial possibilities for national expansion. Despite the lack of a colonial empire, Switzerland is among the first countries in the world to found geographical societies. In what ways do these societies allow us to identify the presence of Swiss imperialism? This issue is discussed in this article.

Le partage du monde entre empires coloniaux européens se fait à une époque où l'exploration du globe est loin d'être accomplie. En effet, au 19e siècle, d'immenses territoires, tels le cœur du continent africain, restent encore inconnus des puissances coloniales. La discipline géographique qui se développe à cette époque va permettre de combler ce qui est considéré comme une lacune aux yeux de ces dernières. En tant que méthode scientifique de description et de représentation des espaces, la géographie permet de localiser les ressources naturelles, de circonscrire la population et de planifier des interventions armées. Elle soutient donc la formation des empires et leur expansion.[1]

1 Pour un approfondissement théorique, cf. Brian Harley, The new nature of maps, Baltimore 200; David Harvey, Géographie de la domination, Paris 2008; Brian Hudson, The new geography and the new imperialism: 1870–1918, in Antipode 9/n° 2 (1977), pp. 12–19.

Quartier UNIL-Dorigny, Bâtiment Anthropole, CH-1015 Lausanne, Fabio.Rossinelli@unil.ch

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

L'étude du lien entre géographie et impérialisme se développe en particulier dans les années 1990 et 2000, plusieurs historiens et géographes consacrant leurs travaux aux pratiques géographiques de la période coloniale. Les sociétés de géographie sont alors indiquées comme des lieux privilégiés du développement et de l'institutionnalisation de la discipline géographique, mais également comme des vecteurs – à côté d'autres organisations politico-militaires[2] – de l'impérialisme.[3]

Trois sont les caractéristiques relevées au sujet des sociétés de géographie du 19e siècle. En premier lieu, comme toute association savante de l'époque, elles ne sont accessibles qu'au cercle restreint des couches possédantes, incarnées par les financiers, les industriels, les notables politiques, les hauts officiers et fonctionnaires ainsi que les intellectuels. Deuxièmement, ces sociétés ont dès le départ une dimension fortement transnationale, non seulement par le biais des congrès internationaux qu'elles organisent tous les trois ou quatre ans à partir de 1871, mais aussi par l'appartenance croisée d'une partie de leurs membres et par l'échange réciproque de leurs bulletins. Enfin, les sociétés de géographie sont des canaux de propagation de la vision du monde colonialiste: leur intervention dans la définition des programmes scolaires et dans l'espace public (cela au travers de la presse et de la littérature bon marché) vulgarise des connaissances géographiques qui mettent en avant la centralité de l'Europe dite «civilisatrice» et qui justifient l'idée d'une domination sur le plan biologique, culturel et technique de l'Occident dans le reste du monde.[4]

Les plus anciennes associations géographiques sont fondées à Paris en 1821, à Berlin en 1828 et à Londres en 1830, tandis que les autres (une centaine au total) émergent surtout dans la seconde moitié du 19e siècle. Par rapport au reste de l'Europe, la Suisse ne fait pas exception: entre

2 Par exemple les sociétés coloniales, les ligues navales ou encore les groupements nationalistes qui unissent leurs efforts en faveur d'une politique étrangère conquérante avec d'autres entités, comme les chambres du commerce. Cf. Dominique Lejeune, L'Internazionale delle società geografiche: conoscenza del mondo e colonialismo (secoli XIX e XX), in: Memoria e Ricerca 11 (2002), p. 141.

3 Cf. par exemple Morag Bell, Robin Butlin, Michael Heffernan (éds), Geography and Imperialism. 1820–1940, Manchester 1995; Michel Bruneau, Daniel Dory (éds), Géographies des colonisations. XVe–XXe siècles, Paris 1994; Felix Driver, Geography Militant. Cultures of Exploration and Empire, Oxford 2001; Felix Driver, Gillian Rose (éds), Nature and science. Essays in the history of geographical knowledge, Cheltenham 1992; Anne Godlewska, Neil Smith (éds), Geography and Empire, Oxford 1994; Patrick Petitjean (dir.), Les sciences coloniales. Figures et institutions, Paris 1996; Pierre Singaravélou (dir.), L'empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation. XIXe–XXe siècle, Paris 2008.

4 Robin Butlin, Geographies of empire. European empires and colonies c. 1880–1960, Cambridge 2009, pp. 275–324.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

1858 et 1897, sept sociétés de géographie sont mises sur pied, réunissant, dans la dernière décennie du 19e siècle, un nombre de membres inférieur seulement à celui des empires français, allemand, britannique, italien et austro-hongrois.[5]

La question de savoir quels sont les enjeux de la participation helvétique à ce mouvement associatif demeure actuellement très peu creusée. Peter Jud[6] et Ruth Hagen[7] affirment – à l'inverse de Serge Reubi, qui ancre son analyse dans un cadre très local[8] – que la constitution d'associations géographiques helvétiques résulte de multiples influences internationales, parmi lesquels figure en bonne place l'attrait des milieux dirigeants helvétiques pour le monde colonial. Ces auteurs ne problématisent cependant pas la question des motifs de cet attrait. Les travaux d'Alexander Büchi[9] et les miens[10] tentent d'aller plus loin en esquissant les contours d'une idéologie impérialiste qui imprègne la bourgeoisie helvétique, soucieuse de se ranger parmi les puissances dominantes. Cette réflexion mène à la question de l'existence d'un impérialisme helvétique, dont les débats théoriques, initialement liés à la dimension économique de la Suisse, puis migratoire et culturelle, demeurent encore à leurs balbutiements.[11] Se penchant sur l'essor et sur les activités des associations géographiques nationales pour examiner si elles peuvent être comprises

5 Pour une comparaison internationale, cf. par exemple Hugo Wichmann, Geographische Gesellschaften, Zeitschriften, Kongresse und Ausstellungen, in: Geographisches Jahrbuch 14 (1891), pp. 463–484.

6 Peter Jud, 100 Jahre Geographisch-Ethnographische Gesellschaft Zürich, in: Geographica Helvetica 44/n° 3 (1989), pp. 113–151; Peter Jud, Die geographischen Gesellschaften der Schweiz, in: Geographica Helvetica 50/n° 2 (1995), pp. 69–72.

7 Ruth Hagen, Expeditionen in den «dunklen Kontinent». Die geografischen Gesellschaften der Schweiz und die wissenschaftliche Erforschung Afrikas, mémoire sous la dir. de Brigitte Studer, Bern 2003.

8 Serge Reubi, La Société neuchâteloise de géographie: de la géographie commerciale à la géographie vidalienne, in: Patrick Rérat, Etienne Piguet (éds), La «pensée du monde». Une société de géographie à la belle époque, Neuchâtel 2011, pp. 309–329.

9 Alexander Büchi, «Aargauer Kolonialherren». Die «Mittelschweizerische Geographisch-Commercielle Gesellschaft in Aarau» im Zeitalter des Imperialismus, in: Markus Schürpf (dir.), Fernschau. Global. Ein Fotomuseum erklärt die Welt (1885–1905), Baden 2006, pp. 28–35.

10 Fabio Rossinelli, La Société de géographie de Genève et l'impérialisme suisse (1858–1914), mémoire sous la dir. de Sébastien Guex, Lausanne 2013a; Fabio Rossinelli, Geografia associativa e imperialismo svizzero. Il caso di Ginevra (1858–1914), in: Geostorie 21/n° 3 (2013b), pp. 199–214.

11 Cf. par exemple Richard Behrendt, Die Schweiz und der Imperialismus. Die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus, Zürich 1932; Thomas David, Bouda Etemad, Un impérialisme suisse?, in: Traverse 4/n° 2 (1998), pp. 7–16; Francesca Falk, Barbara Luethi, Patricia Purtschert (éds), Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien, Bielefeld 2012; Harald Fischer-Tiné, Patricia Purtschert (éds), Colonial Switzerland. Rethinking colonialism from the margins, Basingstoke 2015.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

comme l'expression d'une participation helvétique – consciente et volontaire – au colonialisme international du 19e siècle, le présent article s'insère donc dans le cadre d'analyse visant à comprendre l'existence et la caractérisation d'un impérialisme suisse.

A cet égard, il s'agit de faire un tour d'horizon des sociétés suisses de géographie au moment de leur fondation, afin d'en relever les enjeux, les sphères d'intérêt et la composition sociale. Puis, à travers deux études de cas – l'un concernant Genève, l'autre Saint-Gall – très représentatifs des activités des associations géographiques du pays au 19e siècle, il sera question d'analyser la construction de leurs savoirs ainsi que l'exploitation pratique qui en est faite. S'appuyant sur une documentation archivistique inédite, cet article permettra de mieux saisir les dynamiques que développent les sociétés suisses de géographie durant ce siècle.[12] La question finale, à laquelle je tenterai de répondre dans la conclusion, sera celle de savoir si et comment ces dynamiques peuvent être qualifiées d'impérialistes, dans quelle mesure on peut en déduire l'existence d'un impérialisme suisse.

L'essor des sociétés suisses de géographie dans le contexte international du 19e siècle

Le 19e siècle est une période de profondes transformations en Europe. Le système capitaliste-bourgeois établit rapidement son hégémonie et se caractérise par une rivalité croissante entre les différentes économies nationales. Les Etats les plus industrialisés se lancent dans des politiques de conquête coloniale afin de trouver des débouchés pour leurs marchandises, leurs capitaux et parfois leur main-d'œuvre excédentaire, essayant ainsi de résoudre les contradictions et les tensions de plus en plus prononcées qu'ils connaissent à l'intérieur des frontières sur le plan social, économique et politique.[13]

Les phénomènes se manifestant à l'échelle continentale se retrouvent également en Suisse, qui connaît cependant un double problème: le manque d'un accès direct à la mer et la modestie des forces militaires.

12 J'ai dépouillé les fonds des associations géographiques helvétiques aux archives étatiques d'Aarau et de Bâle, aux archives fédérales et à la bibliothèque nationale de Berne, aux bibliothèques cantonales de Genève et de Neuchâtel ainsi qu'au musée d'histoire et d'ethnographie de Saint-Gall. Ce travail a été accompagné d'une consultation systématique des périodiques sociétaires suivants: le *Fernschau*, le *Völkerschau* et les *Kleine Mitteilungen* d'Aarau; les *Geographische Nachrichten* de Bâle; le *Jahresbericht* de Berne; le *Globe* de Genève; le *Bulletin* de Neuchâtel; le *Jahresbericht* et les *Mitteilungen* de Saint-Gall; enfin, le *Jahresbericht* de Zurich.

13 Eric Hobsbawm, L'ère des empires. 1875–1914, Paris 1989, p. 101.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

Ces facteurs limitent la participation helvétique à la conquête coloniale. Cela n'empêche à l'économie capitaliste du pays de connaître une forte expansion tout au long du 19e siècle. A la veille de la Grande Guerre, la bourgeoisie helvétique se place troisième dans l'exportation de marchandises par tête d'habitant et atteint la primauté au niveau de capitaux. Elle figure également parmi les bourgeoisies occidentales les plus orientées vers les marchés outre-mer.[14]

Dans le cadre de cette expansion économique de la Suisse dans les différentes régions du globe, la mise en place des sociétés de géographie – ayant pour but d'étudier les terres d'outre-mer et leurs perspectives d'affaires[15] – n'est pas sans intérêt pour les milieux capitalistes du pays, d'autant plus que certaines d'entre elles ne se limitent pas à rester sur le plan des études, mais lancent des véritables projets lucratifs dans le monde colonial. A côté de cet engagement économique, les sociétés suisses de géographie s'occupent aussi du «progrès de la science».[16] Autrement dit, elles s'engagent dans la construction des savoirs géographiques, qui, au 19e siècle, concernent surtout les terres d'outre-mer et font l'objet d'une collaboration scientifique internationale visant à renforcer la domination collective du monde par l'Europe.[17] Dans ce cadre, la Suisse joue un rôle actif. Les associations géographiques du pays organisent par exemple des congrès internationaux de géographie, comme à Berne en 1891, où les autorités fédérales ne manquent pas d'exalter la «part de collaboration [helvétique] à l'œuvre des autres pays» dans «ce grand mouvement géographique, à la fois scientifique et colonial».[18]

14 Pour un état de la littérature sur les rapports migratoires, économiques et socio-politiques de la Suisse avec le monde colonial, cf. Andreas Zangger, Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930), Bielefeld 2011, pp. 16–32. Pour un approfondissement sur le développement de l'économie suisse aux 19e et 20e siècles, cf. Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (éds), Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert, Basel 2012; Angela-Maria Hauser-Dora, Die wirtschaftlichen und handelspolitischen Beziehungen der Schweiz zu überseeischen Gebieten. 1873–1913, Bern 1986.

15 C'est ce qu'affirme le fondateur et président de la *Société de géographie de Genève* dans le premier numéro la revue sociétaire, paru en 1860. Ce *Leitmotiv* sera successivement repris par toutes les autres associations géographiques helvétiques. Cf. Henry Bouthillier de Beaumont, Introduction, in: Le Globe 1 (1860), pp. V–XI.

16 Statut de l'Association des sociétés suisses de géographie, 26.01.1881, in: Jahresbericht der Geographischen Gesellschaft in Bern 3 (1880–1881), p. 138.

17 Sur les collaborations géographiques internationales au 19e siècle, cf. par exemple Mechtild Roessler, La géographie aux congrès internationaux: échanges scientifiques et conflits politiques, in: Relations internationales 62 (1990), pp. 183–199.

18 Allocution de Numa Droz, chef radical du Département des affaires étrangères, 10.08.1891, in: Compte rendu du Vme Congrès international des sciences géographiques tenu à Berne du 10 au 14 août 1891, Berne 1892, pp. 39s.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

Ce qui précède semble indiquer que l'engagement des sociétés suisses de géographie s'inscrit dans une perspective de développement de l'impérialisme. Apparemment, cet engagement se divise en deux volets: l'un plutôt économico-pratique, l'autre plutôt idéologico-intellectuel. Ce type de distinction, déjà utilisé au 19e siècle pour différencier la géographie dite «intellectuelle» de l'«utilitaire», est souvent reprise dans la littérature secondaire.[19] En effet, on ne saurait mélanger le caractère savant d'une étude sur la cartographie helvétique ancienne avec les buts pragmatiques d'un rapport sur les moyens à disposition de la Suisse pour conquérir de nouveaux marchés.[20] Cela n'empêche que l'aspect «intellectuel» de la géographie rejoint souvent l'«utilitaire» lorsqu'il s'agit de maîtriser des régions colonisées ou en voie de colonisation: dans ce cas, l'idéologie de la domination soutient la pratique, et *vice versa*.[21]

Or, en Suisse, certaines associations – comme à Genève – s'intéressent de préférence au volet idéologico-intellectuel de la géographie, alors que d'autres – par exemple à Saint-Gall – privilégient plutôt le volet économico-pratique. Etant donné l'importance de ces deux volets, qui représentent, au 19e siècle, l'essentiel des activités des associations géographiques helvétiques, je me pencherai sur les cas de Genève et de Saint-Gall pour aborder les questions soulevées dans la problématique. Mais avant cela, il est utile de procéder à un bref tour d'horizon de l'ensemble des associations géographiques du pays au moment de leur création, de manière à pouvoir resituer les deux exemples susmentionnés dans leur contexte.

19 Cf. par exemple Jean-François Klein, La société de géographie de Lyon: pour la Croix et pour la soie? (1873–1900), in: Singaravélou 2008 (éd.), op. cit., pp. 91–109; Dominique Lejeune, Les sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au XIXe siècle, Paris 1993.

20 Ces deux sujets sont traités dans le cadre d'un même congrès national de géographie tenu à Genève en 1882. Cf. Travaux de l'Association des sociétés suisses de géographie dans sa deuxième session à Genève les 29, 30 et 31 août 1882, Genève 1883, pp. 22–30, 53–67.

21 A propos de l'entremêlement des aspects «intellectuel» et «utilitaire» de la géographie à l'époque coloniale, cf. Claudio Cerretti, Della Società geografica italiana e della sua vicenda storica (1867–1997), Roma 2000, pp. 11s.; Alfred Fierro, La société de géographie de Paris (1821–1946), Paris 1983, p. 35.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

Les premières associations géographiques helvétiques (par ordre de fondation)			
Date	**Lieu**	**Nom officiel**	**Sigle**
1858	Genève	*Société de géographie de Genève*	SGG
1873	Berne	*Geographische Gesellschaft in Bern*	GGB
1878	Saint-Gall	*Ostschweizerische geographisch-commercielle Gesellschaft*	OGCG
1881	Herisau	*Geographisch-naturwissenschaftliche Gesellschaft in Herisau*	GNGH
1884	Aarau	*Mittelschweizerische geographisch-commercielle Gesellschaft*	MGCG
1885	Neuchâtel	*Société neuchâteloise de géographie*	SNG
1897	Zurich	*Geographische Gesellschaft Zürich*	GGZ
1923	Bâle	*Geographisch-ethnologische Gesellschaft Basel*	GEGB

Les lieux d'implantation des sociétés suisses de géographie ont un poids spécifique au sein du pays et présentent en même temps de nombreux liens avec l'étranger. Berne, par exemple, est le centre politico-diplomatique de la Confédération. Genève, Bâle et Zurich représentent les principales places bancaires, industrielles et commerciales helvétiques, tout en étant aussi des lieux académiques de réputation internationale. A Neuchâtel et dans l'arc jurassien se concentre la production horlogère nationale, alors qu'au centre et à l'est de la Suisse septentrionale on trouve l'industrie textile, avec ses épicentres à Bâle (soierie), Zurich (coton) et Saint-Gall (broderie), mais aussi Herisau (finissage). Il s'agit des principales branches d'exportation helvétiques au 19e siècle.[22]

Dans ce panorama, la situation de Bâle pose problème: comment expliquer que cette ville, malgré ses intenses relations missionnaires, économiques et scientifiques avec l'outre-mer,[23] n'a pas de société de géographie au 19e siècle? Jud soulève la question, mais répond de manière tautologique en mentionnant le manque d'initiative des personnalités bâloises prédestinées à en fonder une.[24] Par contre, il ne mentionne pas l'existence d'autres cercles bourgeois largement orientés vers la géographie coloniale, comme la *Basler Mission* (fondée en 1815) ou encore la *Naturforschende Gesellschaft in Basel* (1817), ainsi que la parution

22 Sur la structure géographique de l'économie suisse au 19e siècle, cf. Bruno Fritzsche [et al.], Historischer Strukturatlas der Schweiz, Baden 2001.
23 Cf. par exemple Bernhard Schaer, Tropenliebe. Schweizer Naturforscher und niederländischer Imperialismus in Südostasien um 1900, Frankfurt 2015.
24 Jud 1989, *op. cit.*, p. 120.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

bimensuelle, entre 1885 et 1896, d'une revue bâloise intitulée *Geographische Nachrichten* consacrée aux régions d'outre-mer.[25] Indépendante durant ses sept premières années d'activité, la revue en question devient par la suite l'organe officiel de l'OGCG de Saint-Gall (en gardant son siège éditorial à Bâle). La société saint-galloise englobe d'ailleurs plusieurs membres bâlois. Similairement, la MGCG d'Aarau réunit quelques dizaines d'associés rhénans, tout en recevant des subventions de Bâle-Ville.[26] On voit donc que la bourgeoisie bâloise ne reste pas inactive en matière géographique; elle fait passer ses ambitions par d'autres voies.

A cet égard, il faut souligner que les associations argovienne et saint-galloise, au-delà de leurs adhérents bâlois, englobent aussi nombre de grands capitalistes provenant de Zurich, à l'image de l'industriel lainier Rudolf Schoeller. Ces derniers, en effet, ne disposent pas de société de géographie sur place jusqu'en 1897. Ainsi, le duo OGCG-MGCG englobe les pôles de l'appareil productif le plus important du pays: l'industrie textile. Faut-il entrevoir un dessein consistant à concentrer les forces de cette branche industrielle pour ouvrir des nouveaux marchés outremer? Comme on le verra par la suite, l'idée de faire une brèche dans le monde colonial pour s'insérer économiquement n'est pas étrangère à ces sociétés; cependant, l'état actuel de la recherche ne permet pas d'affirmer l'existence d'un dessein concernant spécifiquement la branche textile.

Revenant sur l'ensemble des sociétés suisses de géographie fondées au 19e siècle, celles-ci ne représentent, en termes quantitatifs, qu'une infime partie du total des associations qui à cette époque émergent en terre helvétique, à savoir plus de 30.000.[27] Si ces chiffres circonscrivent quantitativement les sociétés de géographie helvétiques, leur importance se manifeste lorsqu'on dessine le profil social de leurs dirigeants initiaux.

La SGG, première association géographique du pays, est fondée en 1858 par des patriciens genevois comme l'avocat Jacques-Adrien Naville ou encore le botaniste Edmond Boissier. Elle attire en son comité directeur plusieurs personnalités de premier plan, à l'image du philanthrope Gustave Moynier.[28] La GGB, mise sur pied en 1873 dans la capitale helvétique, est dirigée par des hauts fonctionnaires et des cadres militaires – à l'image de Johann Luzius Lütscher, vice-chancelier de la Confédéra-

25 Durant les années 1889–1890, cette revue – dirigée par le géographe Rudolf Hotz – s'accompagne d'un supplément économique: le *Handels- und Industrieblatt*.

26 Archives cantonales de Bâle-Ville, VG L 21. Correspondance entre les autorités cantonales de Bâle-Ville et les dirigeants de la *MGCG* d'Aarau au sujet des subventions accordées à cette dernière, 1888–1896.

27 Hans-Ulrich Jost, Histoire des sociétés et de la sociabilité, in: Paul Hugger (dir.), Les Suisses. Modes de vie, traditions mentales 1, Lausanne 1992, pp. 467–484.

28 Rossinelli 2013a, *op. cit.*, pp. 26–31.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

tion, et Hermann Siegfried, colonel d'état-major de l'armée suisse – mais aussi par des banquiers, tels que Vinzenz von Ernst, et des professeurs universitaires, comme le médecin et zoologue Theophil Studer.[29] Le même type de composition sociale, essentiellement issu du monde de la science, de la finance, du fonctionnariat et de l'armée, se retrouve à Zurich, où le colonel Ulrich Meister – à la tête, entre autres, de la *Neue Zürcher Zeitung* – est élu premier président de la GGZ en 1897.[30]

Un autre type d'acteurs domine l'OGCG de Saint-Gall (fondée en 1878) et la MGCG d'Aarau (1884): ce sont les grands patrons du commerce et de l'industrie d'exportation, comme le producteur de chaussures Carl Franz Bally. A leurs côté, on trouve des hommes politiques d'envergure nationale tels que les députés au parlement fédéral Ludwig Karrer (démocrate, futur commissaire de l'émigration) et Johann Philipp Heitz (radical, grand industriel cotonnier).[31] Similairement, à Neuchâtel, ce sont des entrepreneurs et des politiciens, à l'image de l'horloger Jules Jürgensen et du conseiller d'Etat radical Albert-Louis Roulet, mais aussi des enseignants, tels le premier président sociétaire Charles Knapp, qui donnent vie à la SNG en 1885.[32] Le monde de l'enseignement et de la formation technique est présent aussi à Herisau, où Johannes Rohner (instituteur à la *Realschule*) et Johann Jakob Früh (enseignant à l'école cantonale de Trogen et à l'école polytechnique de Zurich) jouent un rôle important au sein de la GNGH.[33]

Ces quelques exemples, loin d'être exhaustifs, illustrent néanmoins le fait que les sociétés suisses de géographie, au 19e siècle, sont constituées par les couches moyennes et hautes de la bourgeoisie, différemment impliquées dans la gestion civile et militaire du pays tout comme dans son développement économique, culturel et scientifique. Les études de cas de Genève et de Saint-Gall, choisis en raison de leur caractère emblématique, mettront en lumière les ambitions intellectuelles et matérielles – non dépourvues de contradictions – de ces milieux vis-à-vis du monde colonial de l'époque.

29 Hagen, *op. cit.*, pp. 34s.
30 Jud 1989, *op. cit.*, p. 119.
31 Schürpf (dir.), *op. cit.*, pp. 220s.
32 Reubi, *op. cit.*, p. 312.
33 Jud 1995, *op. cit.*, p. 70.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

L'exemple de Genève: la construction idéologisée des savoirs géographiques d'outre-mer

En m'appuyant sur l'exemple de la SGG, je développe maintenant le volet idéologico-intellectuel mentionné plus haut. Avant tout, il faut savoir que plus de la moitié des études publiées dans le périodique de la SGG, *Le Globe*, entre sa première parution (1860) et le déclenchement de la Grande Guerre (1914), concerne les terres asiatiques, africaines et centraméricaines. Ces textes, démunis d'une méthode analytique précise, prennent sommairement en considération des terres dont la taille peut varier d'un petit village à un demi-continent. Les aspects géographiques sont fréquemment mélangés à des notions d'histoire, d'ethnographie et de culture générale, ainsi qu'à des jugements de valeurs (souvent européocentriques) concernant les populations sur place et leurs mœurs.[34] Le but ultime de cette production littéraire – comme le rappelle Emile Chaix, président de la SGG, en 1895 – est de servir «ceux qui, poussés par l'expansion de la race européenne, demandent des renseignements pratiques afin de savoir où aller et d'utiliser toutes les régions du globe».[35] Autrement dit, il s'agit de mettre la géographie au service de l'expansion de l'Europe dans le monde.

Les contenus présentés dans *Le Globe* se rapportent souvent à l'exploration de la planète, celle-ci étant l'étape primordiale de la construction des savoirs géographiques. Dans ce domaine, la SGG ne se limite pas à décrire les expéditions exploratoires des autres, mais joue également un rôle actif. L'un de ses membres les plus réputés, David Kaltbrunner,[36] est par exemple l'auteur – dans les numéros du *Globe* de 1873 et de 1874 – d'une série d'instructions méthodologiques destinées aux voyageurs suisses et genevois pour qu'ils apprennent à recueillir correctement (sous forme descriptive ou cartographique) les données de leurs expéditions.[37] En outre, en 1881, Kaltbrunner projette de fonder, avec le concours de la SGG, une «école internationale de préparation aux voyages» au coût de «1.500 francs par an et par élève», prévoyant – au-delà des enseignements basiques – des cours concernant des pratiques d'exploration coloniale tels que la navigation, le tir, le campement ou

34 Pour un approfondissement, cf. Angelo Barampama, L'Afrique vue à travers les publications du «Globe» entre les années 1860 et 1910, in: Le Globe 140 (2000), pp. 9–32.

35 PV assemblée SGG, 15.11.1895, Le Globe 35 (1896), bulletin, p. 13.

36 Membre ordinaire de la SGG et honoraire de plusieurs associations suisses et étrangères, David Kaltbrunner est l'auteur du célèbre *Manuel du voyageur* (Zurich 1879) ainsi que le fondateur, en 1880, de l'*Institut géographique international* de Berne. Cf. Archives Fédérales Suisses (AFS), Berne, E88 1000/1167 36.

37 David Kaltbrunner, Réflexions sur la manière de voyager avec agrément et avec fruit, in: Le Globe 12 (1873) et 13 (1874), mémoires, pp. 154–176 et 87–118.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

encore l'art médical.[38] Ce projet se relie peut-être à une autre initiative qui est discutée au sein de la SGG au cours de la même année: la mise en place d'une compagnie suisse d'exploration, promue par le géomètre et lieutenant Oscar Messerly.[39]

Si les desseins de Kaltbrunner et de Messerly ne se concrétisent pas,[40] la SGG participe quand même aux explorations internationales par d'autres biais. Le cas de Victor Largeau, fonctionnaire colonial de l'empire français, est emblématique. Durant les années 1870, ce dernier entreprend plusieurs expéditions dans le désert du Sahara grâce à des financements de différentes sociétés scientifiques et commerciales, dont la SGG. En contrepartie du subside genevois, dont on ne connaît pas le montant, Largeau, commissionné par le naturaliste Henri de Saussure, s'engage à adresser des rapports à Genève et à transmettre «toutes les collections intéressantes» qu'il est en mesure de former «pour le musée zoologique de la ville».[41]

Pour qu'ils puissent être exploités, les savoirs géographiques – matérialisés par le recueil de données, le dressage de cartes et l'écriture de textes – doivent être à disposition d'acteurs capables de s'en servir, tels que les gouvernements ou les sociétés de géographie. C'est pourquoi, au 19e siècle, ces dernières mettent en place des réseaux de membres correspondants dans le but qu'ils leur transmettent le maximum d'informations sur les lieux où ils séjournent. Ainsi, au sein de la SGG, deux types de membres correspondants émergent parmi les autres, à savoir les consuls et les missionnaires. Entre 1860 et 1862, par exemple, Francis Berton, consul helvétique à San Francisco et associé de la *Swiss-American Bank*, fait parvenir à Genève une série de lettres dans lesquelles il souligne les bonnes perspectives d'affaires que présentent les régions minières entourant la Californie, cela malgré la présence – vue comme problématique – des populations autochtones.[42] La SGG met également sur pied une coopération fructueuse avec les missionnaires. Dès 1859, en effet, les dirigeants du cercle genevois organisent un réseau épistolaire avec les

38 Archives de la Bibliothèque Cantonale de Genève, Ms. fr. 8021/2, David Kaltbrunner, Projet de l'Ecole internationale de préparation aux voyages, 01.11.1881.

39 PV assemblée SGG, 13.05.1881, in: Le Globe 20 (1881), bulletin, p. 211. Voir également: Oscar Messerly, De l'émigration et de la colonisation au point de vue national suisse, Genève 1883.

40 L'école de Kaltbrunner ne trouve pas des souscripteurs suffisants, alors que la compagnie imaginée par Messerly est mise sur pied sans fonction exploratoire – mais uniquement comme organe d'informations pour les émigrants – en 1882. Cf. Rossinelli 2013a, *op. cit.,* pp. 49–52.

41 Lettre de Victor Largeau à Henry Bouthillier de Beaumont, 12.09.1874, in: Le Globe 13 (1874), bulletin, p. 91.

42 Rossinelli 2013a, *op. cit.*, pp. 39–42.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

missions protestantes d'Europe afin que leurs missionnaires outre-mer fassent parvenir à Genève, à l'aide d'un questionnaire, des rapports sur la géographie territoriale, climatique et humaine des régions où ils séjournent.[43]

Les descriptions que les missionnaires transmettent à la SGG permettent d'aborder un aspect supplémentaire de la construction des savoirs géographiques au 19e siècle, soit sa contenance idéologique. Entre la fin du 19e et le début du 20e siècle, *Le Globe* publie plusieurs contributions de missionnaires suisses et européens (correspondances, mémoires, procès-verbaux de conférences) offrant un regard hautement représentatif de la perception impérialiste du monde. Dans leurs contributions, en effet, les hommes sont catalogués par races et la «civilisation» est l'apanage des seuls Européens, qui auraient pour tâche, avec l'aide des missions chrétiennes, de modeler le monde selon leurs principes. Ces contributions témoignent clairement du racisme et du paternalisme typiques de l'idéologie colonialiste de cette époque, dont les missionnaires sont tout à la fois les récepteurs et les vecteurs. Cela n'a rien de particulièrement étonnant par rapport aux discours communément propagés au 19e siècle dans les autres associations géographiques d'Europe.[44]

Ce qui est plus spécifique à la SGG, en revanche, c'est la présence d'un petit nombre de savants anarchistes formant une minorité hostile au colonialisme. On peut mentionner, à ce propos, les célèbres géographes Léon Metchnikoff et Elisée Reclus, ou encore l'ethnographe Michel Dragomanov, tous exilés en Suisse durant le dernier quart du 19e siècle.[45] Véritables autorités en matière scientifique, leur présence est une source de prestige pour la SGG, mais aussi, au vu du discours colonialiste promu par cette dernière, de contradiction idéologique. Cette contradiction, dans les pages du *Globe*, est parfois occultée,[46] et d'autres

43 *Idem*., pp. 71–77.
44 *Idem*.
45 Pour un approfondissement, cf. Federico Ferretti, Anarchici ed editori. Reti scientifiche, editoria e lotte culturali attorno alla Nuova Geografia Universale di Elisée Reclus (1876–1894), Milano 2011.
46 Le *Globe* de 1878 rapporte par exemple que le journaliste hollandais Sicco Roorda van Eyseinga a tenu une conférence au sein de la SGG où il aurait mis en lumière les bienfaits coloniaux à Java et l'infériorité des populations autochtones. Pourtant, son séjour de presque vingt ans dans l'île indonésienne l'a poussé à devenir l'un des premiers détracteurs du colonialisme néerlandais. On peut donc douter de la bonne foi de ce rapport. Cf. PV assemblée SGG, 10.05.1878, in: Le Globe 17 (1878), bulletin, pp. 139–141; Hans Vervoort, Maya Indorf, Sicco Roorda van Eysinga – Zijn Eigen Vijand, Amsterdam 1979.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

fois mise en avant.[47] Dans les deux cas, les dirigeants de la SGG s'efforcent d'atténuer les critiques formulées à l'égard du colonialisme, de son idéologie et de ses pratiques.

Comme on peut le voir, le processus de construction de la connaissance du monde, qui passe à travers l'exploration et la transmission des savoirs recueillis sur le terrain, est porteuse d'une idéologie qui – en dépit de l'activisme minoritaire des anarchistes – s'aligne très majoritairement sur la culture impérialiste qui domine l'Europe du 19e siècle.[48] Dans ce cadre, la large adhésion à l'idéologie dominante illustre une pratique commune à toutes les sociétés suisses de géographie, d'autant plus que l'existence d'une minorité hostile au colonialisme n'est une spécificité que de la SGG et, dans une moindre mesure, de la SNG.

L'exemple de Saint-Gall: la *Compagnie suisse africaine*, un projet d'expansion helvétique au Transvaal

L'intégration de la bourgeoisie helvétique au sein du colonialisme international par l'entremise des sociétés de géographie ne se limite pas au seul domaine idéologico-intellectuel, mais englobe également des actions concrètes en faveur de l'extension des intérêts suisses outre-mer. Je vais donc illustrer ici le volet économico-pratique de ces associations en m'appuyant sur une étude de cas concernant l'OGCG.

Durant le dernier quart du 19e siècle, l'Afrique catalyse la concurrence impérialiste la plus acharnée en Europe. Les associations géographiques helvétiques suivent avec intérêt l'exploration du continent africain et se lancent, en particulier à Saint-Gall, dans des projets lucratifs visant à le pénétrer.

L'exemple de Paul Perrin, grand négociant neuchâtelois, est à ce propos parlant. Sous l'égide de l'OGCG, il fonde, en 1886, une organisation commerciale censée participer à l'exploitation économique du Transvaal. L'analyse de ses démarches permet non seulement de montrer combien elles sont sous-tendues par des ambitions impérialistes, mais également d'illustrer le rôle des sociétés suisses de géographie dans l'expansionnisme helvétique outre-mer.

47 Un cas parlant est celui du diplomate suisse Arthur de Claparède, acteur très important de la SGG, qui, en 1890, conteste les critiques que Léon Metchnikoff émet (l'année auparavant) au sujet des théories relatives aux races humaines. Cf. Arthur de Claparède, «La civilisation et les grands fleuves historiques», in: Le Globe 29 (1890), bulletin, pp. 127s.; Léon Metchnikoff, La civilisation et les grands fleuves historiques, Paris 1889, pp. 79–106.

48 Jean-Louis Miège, Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours, Paris 1973, pp. 143–172.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

Le Transvaal, à cette époque, est une vaste région essentiellement agricole située au cœur de l'Afrique australe, entourée par les colonies britanniques et confinant, à l'est, avec le Mozambique portugais. Colonisé par les Boers depuis le 17e siècle, le pays est transformé en république par ceux-ci au milieu du 19e siècle. Durant cette dernière période, d'importantes découvertes minières rendent le Transvaal très attractif aux yeux des milieux capitalistes occidentaux: dans la seconde moitié des années 1890, en effet, ses gisements aurifères deviennent la principale source d'extraction d'or dans le monde.[49] Cette ruée vers l'or ne va pas sans effusions de sang, comme en témoignent les guerres de 1880–1881 puis de 1899–1902 opposant les Boers aux Britanniques.[50]

Dans ce contexte d'exploitation coloniale croissante, Perrin, en 1872, s'installe au Transvaal.[51] Là-bas, il devient propriétaire terrien et lance des activités fermières et minières ainsi que des commerces d'armements d'une certaine envergure (qui lui causent, entre autres, quelques ennuis judiciaires).[52] En 1885, il s'associe à Adrien Auguste Moulle pour «former une compagnie pour l'exploitation des mines d'or du Transvaal».[53] Moulle est un spécialiste français de géologie et d'industrie minière et membre de la *Société de géographie commerciale de Paris* (SGCP), à laquelle Perrin, de retour en Europe, adhère en 1885. Or, l'intégration de Perrin dans le milieu parisien des affaires et des études géographiques le pousse à élaborer, avec l'appui de la SGCP, un projet d'expansion économique au Transvaal.

Ce projet se divise essentiellement en deux étapes. La première consiste à démanteler le monopole commercial britannique au Transvaal par la prise de contrôle des futurs chemins de fer reliant Pretoria (chef-lieu du Transvaal) à Laurenço Marques (ville portuaire de la baie de Delagoa, au Mozambique). Les chemins de fer en question, planifiés par une commission portugaise à la fin des années 1870, sont, au milieu des années 1880, encore en quête d'un arrangement concernant les conces-

49 Louis de Launay, Les richesses minérales de l'Afrique, Paris 1903, p. 81.

50 Pour un approfondissement sur l'histoire des relations entre Boers et Britanniques en Afrique du sud, cf. Henri Wesseling, Le partage de l'Afrique. 1880–1914, Paris 1996, pp. 351–446.

51 Un dossier sur Paul Perrin est élaboré en 1893 par le Bureau fédéral de l'émigration sur demande du Département des affaires étrangères. Cf. AFS, E2175 1000/132 59, Ludwig Karrer, Gesuch der Hr. Perrin, Ingenieur in Cortaillod, 26 et 31.07.1893.

52 Cf. par exemple AFS, E2 1000/44 211, Lettre de Paul Perrin au Président du Conseil Fédéral (Joachim Heer), 07.1877; Cases decided in the High Court of the Transvaal Province. July 1877 to June 1881, Pretoria 1885, pp. 26–31 et 61s.

53 Lettre de Paul Perrin à Joachim Meurand, 21.02.1885, in: Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris 7 (1884–1885), p. 460.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

sionnaires.[54] En 1885, Perrin et les siens souhaitent donc que la construction de cette voie ferrée ne soit pas concédée à des compagnies ferroviaires contrôlées par le capital britannique, position qui est aussi celle des Boers.

S'adressant au gouvernement français par l'entremise de la SGCP, Perrin conseille alors «d'empêcher que la ligne ferrée de Lorenzo Marquez à Pretoria ne tombe entre les mains de compagnies […] derrière lesquelles se cacheraient des capitaux et des intrigues anglaises».[55] Contrôlé par la France, au contraire, «ce chemin de fer donnerait au commerce français le monopole du commerce des charbons dans les régions orientales et australes du globe» et «encouragerait l'établissement de négociants [au Transvaal]», sans compter que l'empire tricolore pourrait former, avec le concours des Boers, mais aussi de Madagascar et des îles voisines, «un groupe anti-anglais qui, à un moment donné, pourrait peser d'un certains poids dans l'équilibre colonial».[56]

La seconde composante du projet de Perrin consiste à ouvrir le marché transvaalien au commerce français, dans le sillage duquel les produits helvétiques pourraient trouver leur place. Pour ce faire, le négociant neuchâtelois lance l'idée de fonder une *Compagnie franco-suisse*. Dans un prospectus transmis à l'OGCG de Saint-Gall, Perrin explique que l'industrie suisse, par le biais de cette *Compagnie*, pourrait exporter ses produits au Transvaal en s'associant aux milieux industriels de la France ainsi qu'à sa flotte commerciale, laquelle, partant de Marseille, serait en mesure d'atteindre le port de Delagoa via le canal de Suez, et, de là, rejoindre Pretoria par les chemins de fer (idéalement sous contrôle français) mentionnés plus haut. A propos de l'ouverture du Transvaal au commerce franco-suisse, Perrin souligne avoir «déjà entamé des négociations [avec le gouvernement boer], qui sont très avancées, pour l'obtention de concessions et de monopoles commerciaux dont le détail serait hors de sa place ici et qui contribueront à développer d'une manière extrêmement lucrative les relations de la Compagnie».[57]

En l'état actuel de la recherche, il n'est pas possible de savoir dans quelle mesure les propos de Perrin s'accompagnent de faits concrets – je pense notamment aux négociations qu'il affirme avoir déjà entamées

54 Ana Cristina Roque, O sul de Moçambique na viragem do século XIX: território, exploração científica e desenvolvimento, in: Africana Studia 17 (2011), p. 106.
55 Lettre de Paul Perrin à Joachim Meurand, 22.01.1885, 21.02.1885, in: Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris 7 (1884–1885), pp. 440s. et 460.
56 *Idem.*
57 Archives de l'Historisches und Völkerkundemuseum (AHV), Saint-Gall, OGCG 5, Prospectus de la Compagnie franco-suisse, [1885–1886].

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

avec le gouvernement boer. Ce qui est certain, en revanche, c'est que l'OGCG s'engage plus que toute autre société géographique (suisse ou française) à concrétiser les projets du négociant neuchâtelois.

Au cours de 1886, en effet, Perrin rentre en Suisse et s'occupe de promouvoir dans les associations géographiques du pays le projet de fondation d'une organisation commerciale opérant au Transvaal.[58] Aucune mention, dans ses conférences promotionnelles, n'est faite à propos de la France, mais l'accent est mis uniquement sur la Suisse et sur les opportunités commerciales que son industrie d'exportation pourrait trouver au Transvaal. Atteignant à Saint-Gall un milieu particulièrement actif dans la recherche de nouveaux débouchés outre-mer,[59] Perrin arrive finalement à mettre en place, avec des patrons de l'industrie d'exportation saint-galloise et zurichoise, une organisation baptisée *Compagnie suisse africaine* (CSA). Fondée à Zurich en octobre 1886, la CSA vise à recueillir un capital-actions initial de 500.000 francs suisses et se fixe pour objectif d'établir à Pretoria un entrepôt helvétique où les marchandises nationales afflueraient pour être ensuite écoulées, grâce aux chemins mentionnés plus haut, auprès d'un réseau de succursales établi au Transvaal.[60]

Accueilli favorablement par la presse bourgeoise alémanique et romande,[61] le projet initié par Perrin finit par échouer après quelques années. Selon les explications officielles, trois raisons seraient à l'origine de l'échec: les souscriptions insuffisantes en Suisse, le retard cumulé dans la construction des voies ferrées au Transvaal et la mauvaise connaissance préalable – de la part des responsables de la CSA – du territoire sud-africain.[62] L'espace manque, dans cet article, pour creuser d'autres facteurs qui expliquent l'échec du négociant neuchâtelois.[63]

58 Perrin intervient au sein des sociétés géographiques de Saint-Gall, Berne et Neuchâtel durant le dernier quadrimestre de 1886. Cf. par exemple Paul Perrin, La République sud-africaine, in: Jahresbericht der Geographischen Gesellschaft in Bern 8 (1885–1887), pp. 35–45.

59 Hagen, *op. cit.*, pp. 48–53.

60 PV assemblée OGCG, 23.01.1887, in: Mitteilungen der Ostschweizerischen geographisch-commerciellen Gesellschaft (1887), pp. 34s. Les fonds de l'OGCG contiennent plusieurs documents concernant la CSA (correspondances, projets, procès-verbaux, dépliants, bulletins de souscription). Cf. AHV, OGCG 5, 9 et 13.

61 Cf. par exemple *L'impartial*, 07.12.1886, pp. 1s.; *Neue Zürcher Zeitung*, 09.12.1886, p. 7.

62 Ernst Schmid, Die Ostschweizerische geographisch-commercielle Gesellschaft in St. Gallen 1878–1928, in: Mitteilungen der Ostschweizerischen geographisch-commerciellen Gesellschaft (1930), p. 10; Gustav Rüetschi, Zur 50-jährigen Jubiläumsfeier der Ostschweizerischen geographisch-commerciellen Gesellschaft in St. Gallen, in: Mitteilungen der Ostschweizerischen geographisch-commerciellen Gesellschaft (1928), pp. 24s.

63 Au-delà des intérêts souvent contradictoires des acteurs suisses dans le monde colonial (les missionnaires, par exemple, ne sont pas forcément intéressés à contraster la puissance britannique), deux faits importants doivent être signalés. D'un côté, des conflits

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

Quoi qu'il en soit exactement, une chose ressort clairement: si la CSA, contrairement à d'autres initiatives expansionnistes lancées sous le patronage de l'OGCG, n'en reste qu'à des balbutiements organisationnels, les ambitions de Perrin et de ses associés ne se limitent pas à rester dans une position subordonnée pour tirer des profits du Transvaal, mais, en s'appuyant sur l'impérialisme français, visent à contrôler certaines branches de marché, défiant ainsi le monopole que la Grande-Bretagne entend établir sur l'extraction et le commerce dans le pays. Il s'agit donc de participer de plein pied à l'exploitation d'un territoire majeur de l'Afrique subsaharienne, comme cela avait d'ailleurs déjà été annoncé – en tant qu'objectif sociétaire – à la fin des années 1870 par les dirigeants de l'OGCG.[64]

Conclusions

Les trois parties de cet article permettent d'esquisser quelques conclusions provisoires au sujet des sociétés suisses de géographie et de leurs dynamiques au 19e siècle, dans l'attente que de nouvelles recherches précisent certains aspects – par exemple leurs collaborations avec le Conseil Fédéral ou l'Union suisse du commerce et de l'industrie – ou établissent des périodisations plus fines.[65]

Le tour d'horizon proposé dans la première partie permet de mettre en lumière le profil des dirigeants initiaux des sociétés suisses de géographie, tout comme le fonctionnement de ces dernières, qui, dans l'ensemble, ne présentent pas de spécificités par rapport aux milieux analogues actifs au sein des empires coloniaux. En Suisse comme en Europe, à cette époque, les associations géographiques matérialisent – par leur

internes surgissent entre Perrin et ses collaborateurs à propos du *modus operandi* de la CSA, ce qui freine considérablement les démarches de cette organisation. De l'autre, les chemins de fer reliant Pretoria à Laurenço Marques tombent «clandestinement» entre les mains de concessionnaires britanniques et américains. Cette affaire engendre une nationalisation portugaise de la ligne en question puis débouche sur un conflit juridique, arbitré par la Confédération helvétique, opposant la Grande-Bretagne et les Etats-Unis au Portugal. Cet arbitrage se conclut, en 1900, par la condamnation de l'Etat portugais au paiement d'une indemnité de 24 millions de francs aux concessionnaires. Cf. Gerrit Jan van Butselaar, Africains, missionnaires et colonialistes. Les origines de l'Eglise presbytérienne du Mozambique (mission suisse). 1880–1896, Leiden 1984, p. 133; Les chemins de fer africains, in: Annales de Géographie 13/n° 72 (1904), p. 437; Simon Katzenellenbogen, South Africa and southern Mozambique. Labour, railways and trade in the making of a relationship, Manchester 1982, p. 20.

64 PV assemblée OGCG, 02.02.1879, in: Mitteilungen der Ostschweizerischen geographisch-commerciellen Gesellschaft (1878), pp. 7s.

65 Elles sont actuellement en cours dans le cadre de ma thèse de doctorat à l'Université de Lausanne.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

engagement idéologico-intellectuel et économico-pratique en faveur de l'expansionnisme européen dans le monde – le lien entre géographie et impérialisme.

Concernant les activités sociétaires helvétiques, l'étude de cas de la SGG (centré sur le volet idéologico-intellectuel) montre que la construction des savoirs géographiques se fait par une collaboration principalement internationale et semble relever de la face coopérative de l'impérialisme européen, alors que la mise en place de projets économiques expansionnistes, comme celui exécuté par l'OGCG sur l'initiative de Perrin (volet économico-pratique), joue plutôt sur les rivalité inter-impérialistes et vise à favoriser, en flirtant avec l'une ou l'autre des grandes puissances sur place, une expansion spécifiquement helvétique dans le monde colonial. Les dynamiques qu'on retrouve dans les cas genevois et saint-gallois sont donc l'expression d'une attitude impérialiste en tension permanente entre collaboration et concurrence (ou, si l'on préfère, entre alliances et rivalités).

Finalement, l'analyse proposée ci-dessus permet de mettre en lumière certaines caractéristiques de l'impérialisme suisse. Premièrement, cet impérialisme, que ce soit à l'état de projet ou de fait, s'exprime essentiellement sur le plan économique – infiniment plus que sur le plan politique – tout en intégrant une dimension fortement idéologique. En deuxième lieu, l'expansion impérialiste helvétique, à cette époque, ne passe pas par des démarches étatiques, mais par des démarches privées susceptibles d'être soutenues par l'Etat, à travers, par exemple, des subventions financières ou des appuis politiques. Enfin, comme le cas du projet de Perrin au Transvaal le montre, les démarches expansionnistes suisses outre-mer ne s'inscrivent pas forcément en position subordonnée vis-à-vis des puissances coloniales, dans leur sillage, mais tentent de jouer sur les rivalités entre ces puissances pour pleinement faire valoir leurs propres cartes. Que de tels projets débouchent sur des succès est une autre histoire, mais que leur concrétisation soit poursuivie avec opiniâtreté en dit déjà long.

D'autres facteurs sont caractéristiques de l'impérialisme suisse et touchent de près ou de loin les activités des associations géographiques du pays: par exemple la philanthropie et l'arbitrage international[66] ou

66 Cf. par exemple Max Mittler, Der Weg zum Ersten Weltkrieg: wie neutral war die Schweiz? Kleinstaat und europäischer Imperialismus, Zürich 2003, pp. 356–361; Fabio Rossinelli, La philanthropie coloniale des sociétés suisses de géographie au Congo (1876–1908), in: Itinera (2017), à paraître; Albert Wirz, Die humanitäre Schweiz im Spannungsfeld zwischen Philanthropie und Kolonialismus: Gustave Moynier, Afrika und das IKRK, in: Traverse 2 (1998), pp. 95–111.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet

encore la production d'un discours de propagande et de justification intellectuelle de la domination des pays industrialisés sur les autres.[67] En résumé, on peut dire que les milieux bourgeois helvétiques, au 19e siècle, ne diffèrent guère de leurs homologues des grandes puissances du point de vue des pratiques, de l'idéologie ou encore de la mentalité colonialistes, dont les sociétés suisses de géographie constituent d'importants lieux d'élaboration, de diffusion et de mise en œuvre au sein comme à l'extérieur du pays.

67 Cf. par exemple Patrick Minder, La Suisse coloniale. Les représentations de l'Afrique et des Africains en Suisse au temps des colonies (1880–1939), Berne 2011.

© 2017 Schwabe Verlag Basel – Open Access erst ab 1.5.2018 gestattet